

Tunisie : arrestation d'un homme fort d'Ennahdha à la veille d'une consultation nationale

dimanche 2 janvier 2022, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 31 décembre 2022).

Noureddine Bhiri, le président adjoint du parti d'inspiration islamiste Ennahdha, bête noire du chef de l'État tunisien, a été arrêté vendredi 31.

Le président adjoint d'Ennahdha, Noureddine Bhiri, proche de Rached Ghannouchi, chef du parti d'inspiration islamiste et bête noire du chef de l'État, a été arrêté vendredi 31 décembre, a-t-on appris de sources concordantes.

« Des agents en civil qui étaient à bord de deux voitures ont arrêté Noureddine Bhiri alors qu'il sortait avec sa femme de son domicile, à El Manar », quartier de Tunis, a indiqué à l'AFP l'avocat Samir Dilou, député démissionnaire d'Ennahdha.

Selon la même source, Noureddine Bhiri, figure puissante au sein de ce mouvement, a été « arrêté brutalement et emmené vers une destination inconnue ». Les agents en civil se sont aussi emparés du portable de son épouse Saïda Akremi, avocate de profession.

Aucune source officielle n'était disponible pour donner des détails sur les motifs de cette arrestation.

Dans un communiqué publié vendredi soir, le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'il avait ordonné l'assignation à résidence contre deux personnes, sans citer de noms. Cette « mesure préventive a été dictée par la nécessité de préserver la sûreté nationale », a-t-il ajouté sans donner d'autres détails.

Dans un communiqué, Ennahdha a confirmé l'interpellation de Noureddine Bhiri, également ancien ministre de la Justice, dénonçant « un kidnapping et un dangereux précédent qui marque l'entrée du pays dans le tunnel de la dictature ».

Ennahdha est au cœur d'un bras de fer avec le président Kaïs Saïed depuis son coup de force le 25 juillet et sa décision de suspendre le Parlement, que ce parti contrôlait depuis une dizaine d'années. Dans son communiqué, Ennahdha a dénoncé « la liquidation des opposants en dehors du cadre de la loi ».

Depuis fin juillet, plusieurs personnalités politiques et opposants ont dénoncé un « coup d'État », mettant en garde contre une volonté du président Saïed de régler ses comptes avec ceux qu'ils désignent dans ses discours par le terme d'« ennemis », sans jamais les citer nommément.

Le 22 décembre, l'ancien président Moncef Marzouki, critique farouche de Kaïs Saïed, qui vit en France, a été condamné par contumace à quatre ans de prison pour avoir « porté atteinte à la sûreté de l'État à l'étranger » après avoir critiqué publiquement le pouvoir tunisien depuis Paris.

P.-S.

<https://www.france24.com/fr/afrique/20211231-tunisie-arrestation-d-un-homme-fort-du-parti-d-inspir>

